Déclaration conjointe AICP-OFP
sur les pardons présidentiels récents

L'Association internationale des chefs de police (AICP) et l'Ordre fraternel de la police (OFP) entretiennent depuis longtemps des relations positives avec les présidents Trump et Biden et apprécient grandement leur soutien de la profession policière. Cependant, l'AICP et l'OFP sont profondément découragés par les pardons récents et les commutations accordés par les administrations Biden et Trump à des individus reconnus coupables d'avoir tué ou agressé des agents des services d'application de la loi. L'AICP et l'OFP sont fermement convaincues que les personnes reconnues coupables de tels crimes doivent purger la totalité de leur peine.

Les crimes commis contre la police ne sont pas seulement des attaques contre les individus ou la sécurité publique, ce sont des attaques contre la société et ils minent les règles de droit. Permettre aux personnes reconnues coupables de ces crimes de bénéficier d'une libération anticipée diminue la responsabilité et dévalorise les sacrifices des policiers courageux et de leurs familles.

Lorsque les auteurs de crimes, en particulier de crimes graves, ne sont pas tenus pleinement responsables, cela envoie un message dangereux selon lequel les conséquences d'une attaque contre les forces de l'ordre ne sont pas sévères, ce qui pourrait encourager d'autres personnes à commettre des actes de violence semblables.

L'AICP et l'OFP demandent aux décideurs politiques, aux autorités judiciaires et aux leaders communautaires de veiller à ce que la justice soit respectée en appliquant des peines complètes, en particulier dans les cas de violence à l'encontre de la police. Cette approche réaffirme notre engagement en faveur des règles de droit, de la sécurité publique et de la protection de ceux qui risquent leur vie pour nos collectivités.